

Bioterrorisme, risques sécuritaires et autosuffisance alimentaire au Gabon : enjeux et perspectives

Dr Blanchard MAKANGA
Chargé de Recherche (CAMES)
IRSH/CENAREST/GABON
mcbland1@yahoo.fr

Introduction

Les sociétés modernes et contemporaines sont considérées comme des sociétés à risques (Ulrich Beck, 2007). Les risques d'attaques bioterroristes, cet «ennemi invisible» (Pierre Kholer, 2002), menacent donc leur quotidien. Le déficit de développement qui caractérise les pays d'Afrique subsaharienne du fait d'une absence d'autonomie dans plusieurs secteurs les expose aussi auxdits risques. Les carences liées aux situations politique, économique, stratégique et agricole en font partie. Leur secteur agricole¹ compte parmi les moins fiables et dépend des aides extérieures (Philippe Collomb, 1999). Le Gabon fait partie de ces pays à risque, car il est très dépendant dans plusieurs domaines, dont le secteur agroalimentaire, pierre angulaire de l'autosuffisance alimentaire, de la traçabilité et de la sécurité y relative. Cela l'expose aux risques bioterroristes au triple plan du déficit d'outils technologiques de contrôle, de veille et d'absence de stratégies de dissuasions et de réplique face à une attaque éventuelle. Or, ces risques bioterroristes multiformes, à caractère toxique, bactériologique et biologique entre autres, ont une incidence sur l'homme et les écosystèmes. Donc, les populations gabonaises interliées à leurs écosystèmes en dépendent fatalement et s'exposent ainsi aux risques divers en cas d'attaques bioterroristes. Dans ces conditions, dans quelles mesures le Gabon peut-il réduire, voire éradiquer les risques bioterroristes et, en même temps, se procurer des outils efficaces de traçage de produits, dans le but d'atteindre l'autosuffisance alimentaire?

La présente étude a pour objectif de relever le déficit agroalimentaire au Gabon. Le manque d'exploitations agricoles, proportionnellement aux besoins de sa population, dénote de l'incapacité de ce pays à parvenir à une autosuffisance alimentaire. Cela l'expose, par conséquent, aux risques d'attaques biométristes, car il est soumis aux rythmes des importations de ses produits.

Cette contribution s'articule autour de trois points essentiels. Le premier porte sur le cadre définitionnel du bioterrorisme et sur la prévention quant aux risques potentiels au Gabon. Le deuxième fait une esquisse des questions agroalimentaires, des risques sécuritaires y relatifs et du déficit inhérent aux

problèmes de traçabilité. Le troisième parle de l'autosuffisance alimentaire, des enjeux et des perspectives favorables au projet d'un Gabon durable.

1. Bioterrorisme : éléments de définition, de prévention et risques potentiels au Gabon

Le bioterrorisme est une menace bactériologique, chimique ou biochimique à l'échelle humaine, alimentaire et écosystémique. Il est le fait d'un usage malveillant, parfois à des fins militaires et stratégiques de certains produits biochimiques ou bactériologiques jugés dangereux pour la santé humaine, animale et végétale. Ces produits sont utilisés comme armes ou comme menaces. Ils ont pour but de porter atteinte aux êtres vivants, y compris les minéraux. Le bioterrorisme est, *de facto*, une arme de destruction massive, puisque les produits utilisés sont des agents pathogènes qui affaiblissent des antagonistes à travers des produits de consommation rendus nocifs, incapacitants et très impactants. En fait, le bioterrorisme contribue à faire usage de produits toxiques tels que les virus, les bactéries, les champignons, les toxines, les micro-organismes, etc. L'anthrax, le choléra, l'Ébola, le coronavirus et autres produits virologiques et toxiques de ce type peuvent être mis à contribution. Le but est de menacer ou d'anéantir des populations à travers des aliments, y compris des médicaments, des vaccins, etc., capables de les contaminer mortellement. En somme, le bioterrorisme est l'emploi d'une arme biologique à base de toxines, de virus et d'autres formes d'agents biologiques ou pathogènes à risques pour l'homme, les écosystèmes et les minéraux. L'usage de ces produits toxiques peut être d'origine individuelle ou à l'initiative d'un groupe. Car, une attaque toxique à charge virale, bactériologique, biologique peut être individuelle, étatique ou de groupe. Si elle vise un sabotage ou une mise à mort d'un vivant ou d'un minéral, elle devient un acte terroriste attentatoire à la vie et c'est ce que l'on qualifie, *grosso modo*, de bioterrorisme. S'agissant par exemple des armes biologiques et de leurs caractères impactants, un spécialiste de la question dit :

Inodore, invisible, l'arme biologique est indétectable par nos sens. Et contrairement à une attaque chimique, dont les atteintes sont aussi soudaines que massives, un acte de bioterrorisme ne serait pas repérable aussitôt, et ses effets s'étaleraient dans le temps. Les périodes d'incubation silencieuse varient en effet selon les agents pathogènes : de quelques heures pour les toxines à plusieurs semaines pour certaines bactéries [...] (Franck Daninos, 2015).

Alors, comment le Gabon peut-il prévenir et réduire ces risques aux variantes multiformes et difficilement détectables? En cela, il lui faut mettre à contribution de groupes d'acteurs locaux, en l'espèce les génies civil et militaire. Ces groupes peuvent travailler en collaboration, en équipes composites chargées d'instaurer une gouvernance de veille agroalimentaire, sanitaire, stratégique et sécuritaire

1. Par rapport à sa démographie, l'Afrique subsaharienne souffre d'un déficit en production agricole et sa population ne cesse d'accroître. Elle pourrait doubler d'ici à 2050, selon les projections de l'ONU.

transparente et équitables. Les tâches doivent être réparties en fonction des compétences de chaque expert. Il s'agit de maîtriser les domaines sécuritaires (Gérard Azoulay, Jean-Claude Dillon, 1993) cibles, exposés aux risques d'attaques bioterroristes. L'investissement dans des secteurs sécuritaires et stratégiques clés en rapport à l'agroalimentaire est nécessaire. Le but est d'atteindre l'autosuffisance alimentaire qui a pour conséquence : la réduction des importations de certains produits stratégiques. L'optimisation des facteurs androgènes, la formation et la valorisation des acteurs locaux en matière de production et d'adaptation des ressources locales multiformes sont à privilégier. En clair, tous les acteurs ayant des compétences dans les domaines liés à l'agriculture, aux sciences et technologies, etc., doivent être pris en compte. L'idéal sécuritaire visé est, de ce fait, la réduction des risques bioterroristes sur le territoire national gabonais.

À ce groupe d'experts civils et militaires mérite d'être associée, en juxtaposition, la recherche scientifique et technologique pour l'élaboration méthodologique. Car, l'encadrement et l'application des normes locales sur ces questions doivent être collégiaux et donc inclusifs, de même pour la vérification et les contrôles de terrain. Le Gabon a impérieusement besoin d'une gouvernance agroalimentaire, sécuritaire et stratégique efficiente pour réduire les risques d'attaques bioterroristes sur son territoire, mais aussi pour la maîtrise et la traçabilité de ses produits.

2. Agroalimentaire, risques sécuritaires et problème de traçabilité au Gabon

Le bioterrorisme comme menace et comme acte criminel par empoisonnement des aliments n'est pas encore bien connu en Afrique, encore moins au Gabon. Il n'a pas encore un impact certain sur le continent africain comparativement au terrorisme, son frère aîné. La pauvreté, ainsi que le manque de vision et de volonté politique peuvent être perçus comme causes majeures des déficiences scientifiques et technologiques qui caractérisent le Gabon. Ces manquements comportent des risques dans les domaines vitaux de la sécurité alimentaire et d'une attaque de ses produits agroalimentaires, qu'ils soient produits localement ou importés. De ce fait, le malaise lié au problème de traçabilité des produits locaux et d'importation reste entier. Rappelons que la traçabilité d'un produit est la recherche de son origine et de son cheminement de la chaîne de production, en passant par sa distribution jusqu'à sa consommation. En rapport à l'agroalimentaire, cela consiste à rechercher l'origine des produits dans les filières alimentaires. Il s'agit de trouver le cheminement des produits proposés à la vente ou à la consommation, en se basant sur l'historique de leur fabrication et de leur provenance. Cette exigence est de plus en plus encadrée dans certains pays (Blanchard Makanga, 2017, pp. 62-63).

Pour le cas du Gabon, la politique sécuritaire sur les produits locaux et d'importation manque de contrôles conséquents. Il est

donc en état d'alerte (Jacques Massey, 2003). Car, les contrôles ponctuels faits par des services du ministère du Commerce, les agents des mairies, les forces de sécurité ou même par l'AGASA² dénotent incontestablement des difficultés à tracer les origines des produits. Le manque d'équipements et de méthodes, notamment des outils scientifiques et technologiques de contrôles fiables accroît cette difficulté à tracer les aliments et produits connexes. Les appareils de traçage tels que les imprimantes de codage sont inexistantes dans les filières de production des produits alimentaires locaux. Les producteurs des produits alimentaires de première nécessité comme le manioc, ses feuilles, l'huile de palme, les poissons, les boissons de toutes sortes, etc., manquent d'outils scientifiques et technologiques de fabrication, de vérifications et de contrôles fiables. Or, des machines de traçabilité telles que les imprimantes de codage sont des ustensiles d'envergure pour la sécurité et la traçabilité des éléments. Ils sont en même temps une alternative stratégique dans la réduction des risques agrosanitaires.

Malheureusement, les produits d'importations n'ont pas meilleurs sorts, car certains d'entre eux se retrouvent sur le marché sans des documents officiels de ventes. Les conditions de production, de transports et de distributions échappent, dans la plus grande partie, aux autorités locales, compte tenu de la qualité des outils et des agents de contrôles. Beaucoup de ces produits sont vendus par des enseignes officielles telles que le groupe CECAS GADIS. Ils sont aussi présents dans les étals des magasins chinois, siro-libanais ou à même le sol sur les marchés locaux. Ainsi, de réelles incertitudes justifient les doutes qui subsistent sur la qualité des aliments soumis à la consommation des populations gabonaises. Car, il est impossible d'obtenir des informations fiables sur les aliments, les producteurs et les acheteurs. C'est pourquoi il est important pour les autorités locales, de renforcer la sécurité alimentaire par des contrôles et des outils fiables, afin de préserver la santé des populations et des consommateurs de ce pays.

Les difficultés à obtenir des informations fiables sur les aliments, les producteurs et les acheteurs sont un obstacle majeur au traçage des produits. Il importe, de ce fait, de revoir les méthodologies de contrôles habituelles des agents locaux et renforcer la sécurité alimentaire. Ce qui permet de réduire les risques y relatifs et de préserver la santé des populations et des consommateurs. À ce niveau de risques, l'implication politique en termes d'enjeux et de perspectives est impérative. Car, il serait préjudiciable de minimiser l'installation durable d'une sécurité agroalimentaire, puisque les risques y associés peuvent s'exercer à plusieurs niveaux, au point d'impacter la qualité de vie du Gabonais. Le déficit de production local et les importations non maîtrisées de produits accroissent les facteurs de risques sécuritaires. Dans ce pays, l'autosuffisance alimentaire tarde à prendre forme alors même que ce secteur

2. Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire.

comporte des enjeux stratégiques et vitaux pour les populations. À leur corps défendant, ces populations restent en attente des perspectives durables pour l'amélioration de leur qualité de vie.

3. Autosuffisance alimentaire et qualité de vie au Gabon : Enjeux et perspectives

Au Gabon, la pauvreté, le manque de volonté politique et la rationalisation des politiques environnementales peuvent être perçus comme causes majeures permettant de résorber l'autosuffisance alimentaire. Les déficiences scientifiques et technologiques relatives à la production durable, à la distribution et à la consommation des aliments sont pressantes dans ces secteurs à la fois clé et stratégiques. Elles touchent la sécurité agroalimentaire, notamment dans l'ingénierie agricole, dans la fabrication des outils de production agricoles durables et de la traçabilité des produits.

De ce point de vue, il y a de bonnes raisons de craindre la dangerosité des conséquences liées à une attaque bioterroriste. La libre circulation des biens et des personnes caractéristiques du monde contemporain est l'une des causes. Il n'y a donc aucun doute que le Gabon qui n'a aucun moyen scientifique ni technologique de s'en prémunir et d'en être protégé, soit encore plus exposé au problème. De plus, compte tenu du fait que le Gabon est un pays dont la majorité des produits consommés sont importés, il est davantage exposé puisqu'il dépend des ressources extérieures. Évidemment, ce problème impacte vitalement ses populations qui peinent à couvrir leurs besoins en aliments locaux.

Pour cela, le Gabon importe la majorité de ses produits du Cameroun voisin, *via* la province du Woleu-Ntem³. Ces produits sont ensuite acheminés à Libreville, la capitale et point focal. Ils sont ensuite distribués dans l'ensemble des neuf (9) provinces que compte le Gabon. De ce fait, ce pays reste exposé aux risques d'attaques bioterroristes *via* une atteinte de ses produits agroalimentaires locaux ou d'importation (Guy Leyral, Elisabeth Vierling, 2007). C'est un enjeu sécuritaire très stratégique. D'où, l'importance pour le Gabon de rendre autonome le secteur agroalimentaire puisqu'il dépend cruellement d'autres pays.

Par conséquent, le Gabon devra développer des stratégies pour sécuriser ses populations sur le double plan de l'autosuffisance alimentaire et de la sécurité y relative. Des perspectives ambitieuses doivent naître, dont la construction des centres et des écoles professionnalisantes dans les secteurs agroalimentaires. La formation des acteurs locaux, l'intégration des cultures naturelles et l'instauration de l'agriculture biologique sont à privilégier, au détriment de

l'agriculture intensive⁴. L'agriculture raisonnée⁵ peut servir d'alternative en cas d'ambition d'exportation des produits. L'agriculture intensive n'est pas, à notre sens, la meilleure option, compte tenu de la proportion démographique très faible de ce pays (DGS, 2018)⁶ et de la difficulté de circonscrire les impacts négatifs connexes.

Et, les médicaments étant des aliments vitaux et stratégiques de consommations courantes, ils nécessitent un cadre juridique et des contrôles réguliers.

De ce fait, la prise en compte de la médecine traditionnelle dans les officines pharmaceutiques locales, à défaut d'en créer un circuit parallèle de ventes, est une perspective qualitative durable. Car, les tradithérapeutes reconnus et agréés méritent d'être insérés dans les systèmes agroalimentaires, sanitaire et sécuritaire gabonais. Ces praticiens peuvent être une alternative crédible, car ils peuvent contribuer à réduire les risques de trafics de médicaments dans et hors des frontières nationales. La porosité des frontières dans la sous-région accroît les risques de corruptions des agents de contrôles douaniers. À n'en point douter, le secteur du médicament est un écosystème aussi complexe que stratégique et vital. L'intégration des herboristes locaux pourrait impacter le secteur informel et réduire ainsi la vente parallèle des médicaments non agréés, présents sur le marché local.

À ces enjeux et perspectives supra (Stéphanie Mathieu, Katia Merten-Lentz, 2013) se juxtapose l'implication des experts en Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement (QHSE) locaux, des secteurs public et privé. De même, les associations des consommateurs et les agences de sécurité et de contrôles, dont l'AGASA, doivent travailler en synergie avec d'autres experts pour parvenir à un résultat optimal. Tous ces facteurs réunis, le Gabon pourrait espérer atteindre une autosuffisance alimentaire et sécuriser conséquemment ses aliments contre des risques d'attaques de type bioterroristes, un préalable pour la qualité de vie de ses populations.

Conclusion

Le monde est davantage exposé à toutes formes d'attaques terroristes, y compris sous des formes peu connues. Le bioterrorisme fait partie de ces variantes peu connues du grand monde et les pays les moins préparés à ce type d'attaques restent davantage exposés. L'Afrique l'est encore plus à cause du manque de moyens scientifiques et technologiques appropriés, capables de prévoir, de détecter et d'empêcher des attaques de ce type.

Le Gabon fait partie des maillons faibles dans ce secteur, car il lui est difficile d'anticiper une attaque biologique ou bactériologique sur son sol. En l'état, ce pays peine encore

3. Le Woleu-Ntem est l'une des 9 provinces du Gabon. Sa superficie est de 38 465 km² et a pour capitale Oyem. Il est peuplé de 154 986 habitants en référence au recensement de 2013.

4. L'agriculture intensive est un système de production agressif à l'image des intrants qu'elle utilise. Elle est très portée sur l'hyperproductivité et la rentabilité, au détriment de la santé de l'homme et des écosystèmes.

5. L'agriculture raisonnée est une pratique culturale orientée vers l'optimisation économique qui tient compte de la qualité des intrants utilisés, car elle s'inscrit dans une démarche écosanitaire.

6. Direction Générale de la Statistique.

à réduire la pauvreté, à freiner le chômage et à impliquer qualitativement la jeunesse dans des projets durables. Son système de gouvernance globale ne semble pas adapté aux initiatives des populations. Une didactique et une éducation en la matière sont donc nécessaires (Narisoa Ramanitra, 2016). Pour toutes ces raisons, le Gabon tarde à investir pour le long terme par des formations spécifiques de ses ressources humaines et rechigne à se prémunir des systèmes et des outils de veilles sophistiqués. L'absence d'outils de fabrications locales, même d'importation, mais adaptés aux réalités locales, l'expose aux risques multiformes. Il lui est difficile de résorber l'autosuffisance alimentaire, de garantir la sécurité alimentaire et la traçabilité y relative. Il n'est pas possible, de ce fait, d'assurer la protection de ses populations de type bioterroriste

Références bibliographiques

- AZOULAY Gérard, DILLON Jean-Claude, 1993, *La sécurité alimentaire en Afrique : Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*, Coll. «Économie et Développement». Paris, éditions Karthala.
- BECK Ulrich, 2007, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Champs Essai, Flammarion.
- COLLOMB Philippe, 1999, *Une voie étroite pour la sécurité alimentaire d'ici à 2050*, Paris, éditions Economica.
- DANINOS Franck, «Science et guerre», in *Sciences et Avenir*, hors-série 182 (en ligne), juillet/août 2015.
- GABON-DGS (Direction Générale de la Statistique), 2018, *Annuaire statistique du Gabon*.
- KHOLER Pierre, 2002, *L'Ennemi invisible : Le Bioterrorisme*, Coll. «Essais Document», Paris, éditions Balland.
- LEYRAL Guy, VIERLING Elisabeth, 2007, *Microbiologie et toxicologie des aliments : Hygiène et sécurité alimentaires*, Coll. «Biosciences et techniques», Éditions Canopé – CRDP de Bordeaux, 4e édition.
- MAKANGA Blanchard, 2017, «Politique sécuritaire des aliments, risques bioterroristes et impacts éco-sanitaires à Libreville au Gabon : quelles perspectives pour une meilleure qualité de vie de l'homme et des écosystèmes?», *Le politiste*, Connaissances et savoirs, n° 1, p. 47-76.
- MATHIEU Stéphanie et MERTEN-LENTZ Katia (dir.), 2013, *Sécurité Alimentaire. Nouveaux Enjeux et Perspectives*, Coll. «Droit de l'Union européenne», Bruxelles, éditions BRUYLANT/LGDJ
- MASSEY Jacques, 2003, *Bioterrorisme, l'état d'alerte (Témoignage, document)*, Paris, éditions Archipel.
- NGO Maianh, 2006, *La qualité et la sécurité des produits agroalimentaires : Approche juridique*, Coll. «Logiques juridiques», Paris, éditions L'Harmattan.
- RAMANITRA Narisoa, 2016, *Didactique et Éducation à la Sécurité Alimentaire (ESA)*, Coll. «OMN.UNIV. EUROP», Saarbrücken, Éditions Universitaires Européennes.

Webographie

- http://www.sciencesetavenir.fr/sante/en-images-bioterrorisme-6-agents-pathogenes-tres-meurtriers_29322. Article de Franck Daninos intitulé «Science et guerre», hors-série 182, juillet/août 2015, consulté le 02 février 2020 à 10 h 53.
- <https://www.agasa.site/first/>. Consulté le 03 juillet 2020 à 12 h 50.